 GOUVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<p>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p>Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p>Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de LA BALME DE SILLINGY
SIRET/SIREN
Siret 217 400 266 00011 Siren : 217 400 266
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie 13 route de Choisy - 74330 LA BALME DE SILLINGY Tel : 04 50 68 89 02 mairie@labalmedesillingy.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Séverine MUGNIER, maire de La Balme de Sillingy
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Eloïse EROYAN, Chargée de mission urbanisme, CCFU
Delphine PELLETAN, urbaniste, Espaces & Mutations
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Eloïse EROYAN Chargée de mission urbanisme Communauté de Communes Fier et Usses

61 route du stade 74330 SILLINGY
 04 56 67 43 03
 eeroyan@ccfu.fr
Delphine PELLETAN
 SARL ESPACES ET MUTATIONS, 27 rue Adrastée, 74650 CHAVANOD

2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

Plan local d'urbanisme

2.2 Intitulé du document

Modification n°3 du PLU de La Balme de Sillingy

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

PLU approuvé le 20 janvier 2014

Le PLU est consultable et téléchargeable sur le géoportail de l'urbanisme.

<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=6.041770993999999&lat=45.960883964000004&zoom=13&mlon=6.041771&mlat=45.960884>

2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Le territoire communal de LA BALME DE SILLINGY

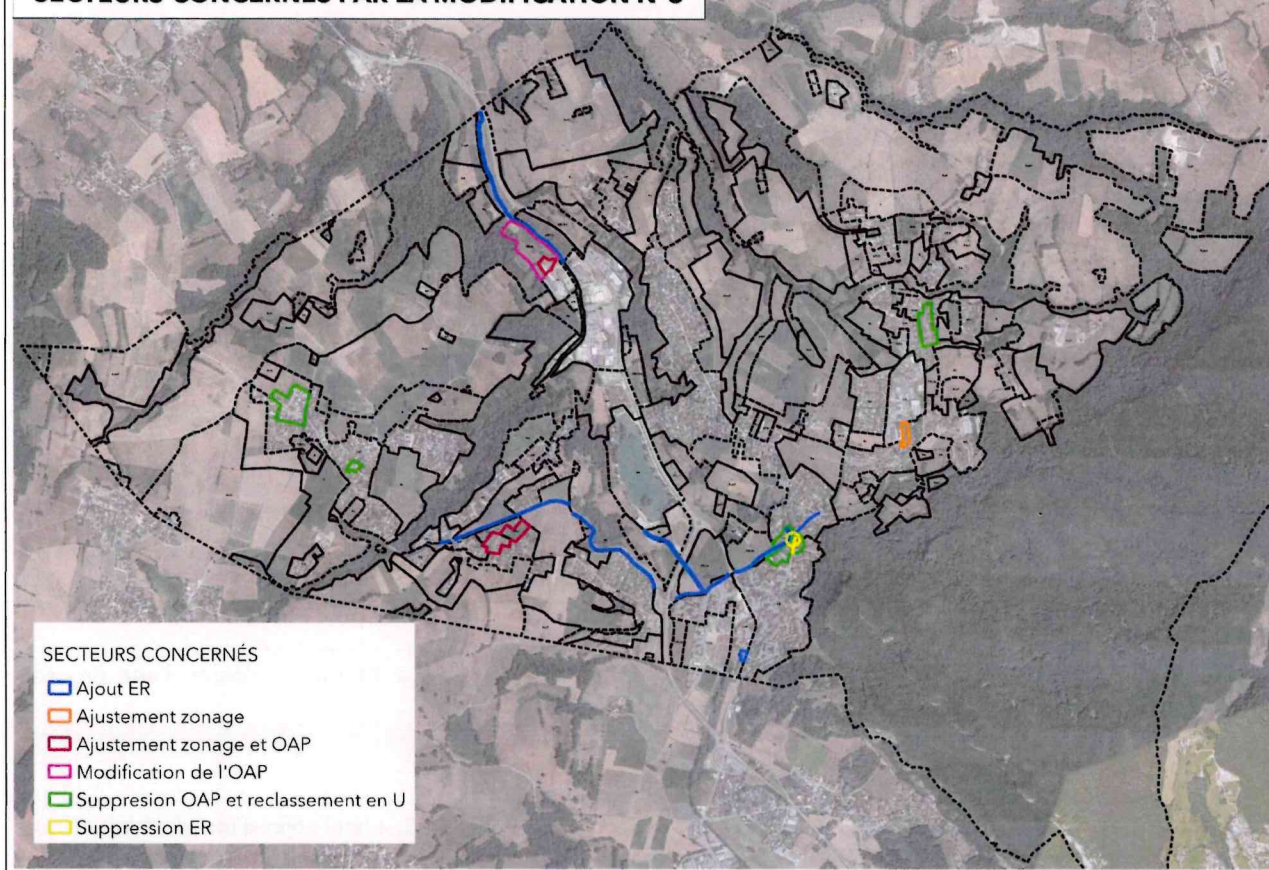
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

La modification n°3 :

- Ajoute des emplacements réservés, notamment pour la mise en œuvre du schéma directeur cyclable de la CCFU et pour l'aménagement des abords de la rivière des Petites Usses ;
- Supprime des emplacements réservés devenus inutiles, dans la mesure où les acquisitions et les travaux ont été réalisés ;
- Supprime les OAP des secteurs d'ores et déjà urbanisés et construits et reclasse ces secteurs dans les zones U afférentes ;
- Ajuste le périmètre d'une OAP (Avully) et les ambitions qu'elle porte au regard du contexte bâti
- Ajuste le périmètre et le contenu de l'OAP de la zone 1AUX des Grandes Vignes, au regard du projet porté par la CCFU.

L'ensemble des évolutions est reporté sur la carte ci-dessous :

SECTEURS CONCERNÉS PAR LA MODIFICATION N°3



3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

Le SCoT du Bassin Annécien approuvé le 26 février 2014. Le SCoT du Bassin Annécien est en cours de révision depuis le 15 décembre 2020.

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

NON.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

<p>Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Lors de la révision générale du PLU approuvé en janvier 2014, la procédure de cas par cas n'existait pas.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la date de l'actualisation
//
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
//
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
La dernière procédure d'évolution approuvée, soit la modification simplifiée n°1, a fait l'objet d'une décision de non soumission : décision n° 2022-ARA-KKU-2810 du 27 septembre 2022.
La révision allégée n°2 en cours d'étude fait l'objet d'une évaluation environnementale ; la démarche est en cours et n'a pas encore été soumise à la MRAE.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
<p>La modification simplifiée n°1 a été approuvée le 22/05/2023.</p> <p>La modification simplifiée portait sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire évoluer les règles relatives aux logements sociaux afin de mettre en place un cadre réglementaire permettant de tendre vers le respect des objectifs de l'article 55 de la loi SRU : - Gérer la temporalité d'ouverture à l'urbanisation des zones AU, - Préciser la notion de voie dans le règlement écrit, - Ajouter des définitions dans le lexique, - Adapter les règles relatives aux clôtures, - Apporter des précisions concernant les implantations de murs de remblais et de murs de soutènement, - Encadrer plus précisément les constructions à usage d'habitation en zone d'activités et en zone agricole, - Préciser certaines dispositions du règlement écrit pour éviter les dévoiements, notamment en matière d'inscription dans la trame urbaine, - Compléter la règle des équipements en zone N, - Mettre à jour les dispositions relatives à la mixité sociale dans les OAP en cohérence avec les nouvelles règles instaurées dans le règlement (écrit et graphique), <p>La révision allégée n°2 est en cours d'étude et de démarche d'évaluation environnementale. La révision allégée porte sur l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU des Grandes Raisses et le reclassement en compensation de la zone 1AU de Vincy Nord en zone N, de la zone 2AU de Sasserot en zone A et de la zone 1AU de Galetaz en zone 2AU.</p>

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification n°3 du PLU

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

5 119 habitants en 2020

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	PLU de La Balme de Sillingy			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	212,6	12,9%	219,8	13,4%
zones 1 AU	13,7	0,8%	6,5	0,4%
zones 2 AU	19,3	1,2%	19,3	1,2%
zones A	622,6	37,9%	622,6	37,9%
zones N	775,8	47,2%	775,8	47,2%
Total	1644	100%	1644	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PLU a été établi et approuvé avant la promulgation de la loi ALUR ; il n'était donc pas obligatoire de prévoir des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace, mais des objectifs généraux.

Le PADD retient à la page 6 des objectifs de répartition des formes de logements en optant pour 40% minimum de logements collectifs, 40% minimum de logements intermédiaires et groupés et 20% maximum de maisons individuelles.

Aux pages 7-8, le PADD décline des objectifs qualitatifs d'un développement urbain moins consommateur d'espace en cherchant un développement de l'habitat autour des trois groupes scolaires de la commune.

4. Prévoir un développement urbain moins consommateur d'espaces

Le constat exprimé au paragraphe précédent, et les principes qui régissent désormais les documents d'urbanisme obligent à réfléchir différemment l'urbanisation pour les décennies à venir. En effet, l'accueil de nouveaux habitants pour les 15 ans à venir ne pourra pas s'effectuer sur le même modèle que celui vécu lors des décennies précédentes.

Le chef-lieu rassemble les équipements et les services. On peut donc avoir intérêt à positionner la nouvelle population à proximité de ces équipements et services... mais rappelons que la commune dispose de 3 groupes scolaires : Chef-lieu, Avully, Vincy, avec des équipements complémentaires (aires de jeux réalisées ou en projet). On peut raisonnablement **imaginer de prévoir des zones de développement autour et à proximité des groupes scolaires.**

Le PLU se positionne sur les secteurs à développer ou non pour l'habitat :

- le chef-lieu,
- autour du groupe scolaire d'Avully
- autour du groupe scolaire de Vincy

En lien avec les préoccupations du code de l'urbanisme et du SCoT en cours d'élaboration, le PADD du PLU de la Balme de Sillingy est basé sur les principes suivants concernant le développement de l'habitat.

- **développement et densification au chef lieu** pour le conforter dans son rôle de lieu de bourg, pourvoyeur de services, commerces et équipements
- **développement secondaires dans les hameaux** constitués, **proches des groupes scolaires de Vincy et Avully** qui ne présentent pas d'enjeux agricoles ; les espaces retenue pour l'habitat ne doivent pas être des terrains agricoles stratégiques
- **urbanisation en dents creuses** dans les autres espaces bâtis ne présentant ni enjeux agricole ni enjeu environnemental : hameaux les plus éloignés, secteurs urbanisés laches

De plus à la page 8, le PADD anticipe l'exigence de la loi ALUR car des objectifs chiffrés sont annoncés au travers d'une densité cible pour l'ensemble du territoire communal pour la production de logements :

7. Fixer des objectifs de modération de la consommation d'espaces

Ainsi le PADD pose comme « **objectif de limitation de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestier** » l'objectif d'une densité 19-20 logements par hectare sur l'ensemble de la production de logements pour les 15 ans venir. (pour mémoire, en 2008, la densité moyenne de logements de La Balme est de 12 logt/ha).

Enfin, à la page 9, le PADD définit les ambitions en matière de limitation de l'étalement urbain :

2. Supprimer les avancées urbanisables dans l'espace agricole et limiter le mitage

Ce point sera traduit d'une part par le choix effectué entre les hameaux pouvant se développer et ceux dont l'étalement doit être circonscrit.

D'autre part, le schéma du PADD veille à tenir compte des sites agricoles et à conserver dans la mesure du possible l'intégrité des parcelles agricoles.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification n°3 a pour objet :

- Ajout d'emplacements réservés pour mettre en œuvre le schéma directeur cyclable de la CCFU et le développement des liaisons douces ;
- Ajout d'emplacements réservés pour l'aménagement des abords des Petites Ussets ;
- Ajout d'un emplacement réservé dans le périmètre d'étude défini par la commune dans le Chef-lieu
- Changement de zonage pour classer l'ensemble du tènement du projet de centre technique municipal dans le même type de zone
- Modification de l'OAP n°9 « zone d'activités » et du zonage de la zone 1AUX
- Modification du périmètre et des orientations de l'OAP n°2 « Avully »
- Suppression des OAP déjà réalisées
- Suppression des emplacements réservés déjà réalisés
- Modification du règlement de la zone 1AUX
- Ajustement de formulation de certaines règles difficiles d'application

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p> <p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p> <p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p> <p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p> <p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p> <p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p> <p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p> <p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p> <p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p> <p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

–Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

–Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui
☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)

–Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

–Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui
☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

–Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

–Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser les effets

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le territoire communal ne comporte pas de site Natura 2000
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPR approuvé le 29/11/1999 Aucun secteur de la modification n°3 ne se situe dans les zones de risque du PPR.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cf carte ci-dessous Zones humides identifiées lors de l'inventaire départemental. données accessibles : https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=5c960798-02a8-457b-8f4a-34f78582ec4b
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cf carte ci dessous Le massif de la Mandallaz constitue un réservoir de biodiversité. Le Nord de la commune est traversé par un corridor écologique
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>ZNIEFF DE TYPE I</u> 820031653 – Versant méridional de la Mandallaz et milieux de sa base 820031664 – Zone sèche à la base de la Mandallaz


			ZNIEFF II 820031660 – Chainons de la Mandallaz et de la montagne d'âge
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de La Balme de Sillingy compte 3 ENS : ENS des Grandes Vignes ENS massif de la Mandallaz ENS de Vincy
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur le territoire communal : - 1 APPB Montagne de la Mandallaz Le miroir de faille décrochante du Vuache est identifié dans l'inventaire du patrimoine géologique.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des EBC couvrent le massif de la Mandallaz ainsi que les ripisylves et les boisements d'accompagnements des rivières et torrents.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Sources : <https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=5c960798-02a8-457b-8f4a-34f78582ec4b>

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun secteur de risque du PPR approuvé le 29/11/1999 ne concerne les secteurs affectés par la modification n°3.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

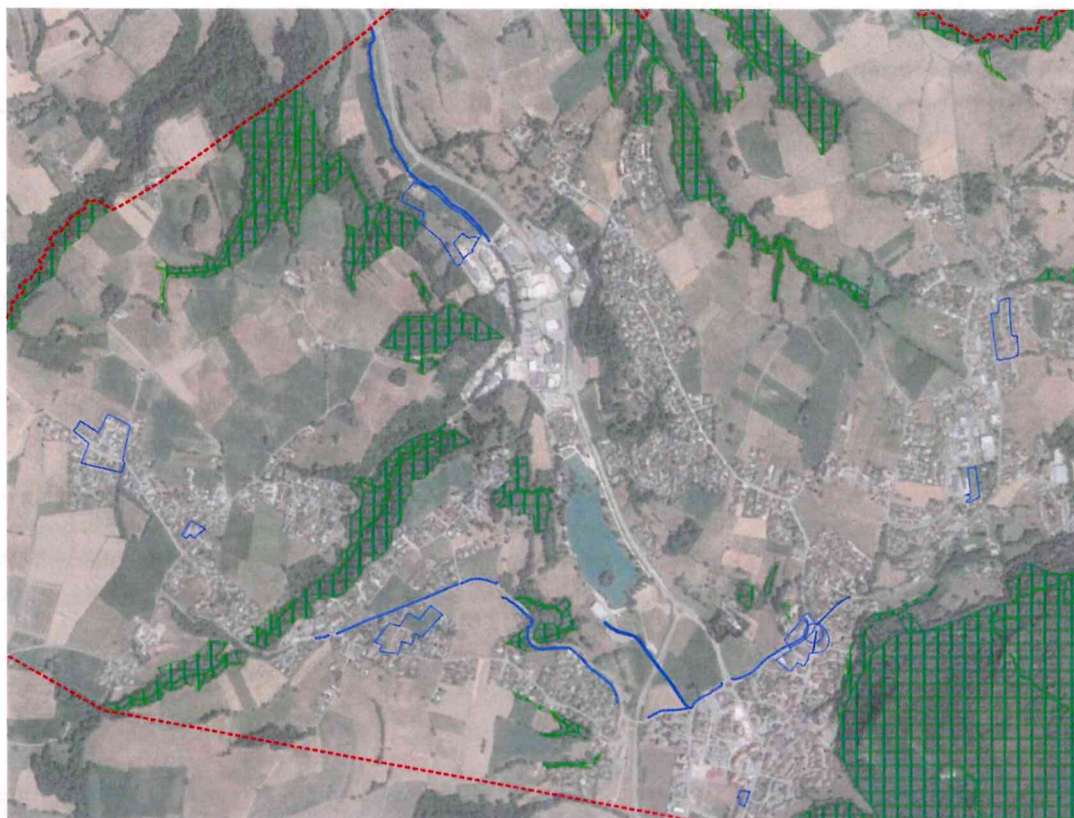
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le territoire communal ne comporte pas de site Natura 2000
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cf carte ci-dessous. Aucun secteur concerné par la modification n°3 n'est situé dans ou à proximité immédiate de zones humides identifiées à l'inventaire départemental.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun secteur concerné par la modification n°3 n'est situé dans ou à proximité immédiate de la TVB du SRADET.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'OAP 1 supprimée et les ER 5 et 15 supprimés se trouvent à une centaine de mètre de la ZNIEFF de type 2 et à environ 200 m de la ZNIEFF type 1 de la Mandallaz. Les secteurs sont en aval des ZNIEFF. La suppression de ces OAP et ER est liée au fait que les travaux ont été réalisés. Les évolutions du PLU dans ce secteur seront donc sans effet supplémentaire.</p> 

			<p align="center"><u>ZNIEFF DE TYPE I</u></p> <p>820031653 – Versant méridional de la Mandallaz et milieux de sa base 820031664 – Zone sèche à la base de la Mandallaz</p> <p align="center"><u>ZNIEFF II</u></p> <p>820031660 – Chainons de la Mandallaz et de la montagne d'Age</p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les secteurs de la modification n°3 se trouvent hors des sites ENS.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les secteurs de la modification n°3 se trouvent hors du périmètre APPB.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les secteurs de la modification n°3 se trouvent éloignés des EBC.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des ER, notamment les nouveaux ER 17 et 18 frôlent les boisements repérés au titre de l'article L151-19 en bordure des petites Usses. Toutefois l'ER17 est créé pour permettre l'aménagement des abords des Petites Usses et améliorer les caractéristiques hydromorphologiques du cours d'eau, selon l'étude réalisée par la CCFU et validée par les Services de l'État.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun secteur L151-23 du Code de l'Urbanisme dans le PLU
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

☐ **N_ENP_APB_S_R8**

☒ **ZNIEFF1G2_RA**

☐ **ZNIEFF2G2_RA**



5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

6.1. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

La commune de La Balme de Sillingy ne compte aucun site Natura 2000. Il n'y a pas de site Natura 2000 à proximité. Les évolutions envisagées dans le cadre de la modification n°3 ne sont donc pas susceptibles d'affecter significativement un site Natura 2000.

6.2. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?

L'ensemble des modifications, comme décrit ci-dessus ne porte pas sur des surfaces soumises à zonage environnemental. Une grande partie des évolutions consiste à supprimer des représentations graphiques devenues obsolètes depuis que les aménagements ou constructions ont été réalisés.

L'évolution de l'OAP 2 d'Avully modifie les conditions d'urbanisation pour tenir compte de constructions existantes en partie Sud et réduit la densité pour permettre une meilleure intégration paysagère et urbaine des futures constructions. Il n'y a pas d'incidence sur les milieux naturels.

L'évolution de l'OAP 9 de la zone 1AUX des Grandes Vignes est revue pour exclure un tènement qui est utilisé pour le stockage d'une entreprise installée dans la zone UX. Les modalités de desserte de la zone 1AUX définies dans l'OAP sont modifiées pour tenir compte d'études pré-opérationnelles qui ont été réalisées. Il n'y a donc pas d'incidences nouvelles par rapport au PLU actuellement opposable.

L'ajout d'emplacement réservés doit permettre la mise en œuvre du schéma directeur cyclable de la communauté de communes. Ces emplacements réservés se situent en bord de voie et en milieu urbanisé sauf l'ER18 qui se trouve en bordure des Petites Ussets. Lorsqu'ils sont en bord de voie, il n'y aura aucune incidence sur les milieux naturels et la biodiversité. Pour l'ER18, s'agissant d'un ER pour liaison douce et dans un secteur hors zonage d'inventaire ou secteur de protection, en bordure de pré, il est vraisemblable que les incidences seront extrêmement faibles. Cet aménagement passera sur un chemin d'exploitation existant pour accéder aux parcelles agricoles voisines. De plus, permettre la réalisation d'une liaison en mode doux vers la commune voisine est de nature à avoir un impact positif sur la qualité de l'air et la réduction des GES car cela facilitera le report modal de la voiture individuelle vers les cycles. La création de l'ER17 permet l'aménagement des abords des Petites Ussets notamment des travaux de restauration du fonctionnement hydromorphologique du cours d'eau, ayant un impact positif sur les continuités écologiques. Suite à une étude hydraulique dans le cadre d'un futur projet de déchetterie qui a mis en avant la problématique d'inondabilité, la Communauté de Communes Fier et Ussets a travaillé avec le Syr' Ussets (Syndicat de rivière des Petites Ussets) et les services de l'Etat pour réaliser un projet global de réaménagement du lit du ruisseau qui permettra la suppression du risque d'inondation pour le projet de déchetterie et l'amélioration du fonctionnement écologique et piscicole du ruisseau. Ces travaux ont pour objectif la réduction du risque d'inondation et l'amélioration hydraulique du cours d'eau lors des épisodes de crue : l'arasement du merlon en rive droite des petites Ussets (sens La Balme de Sillingy à Frangy) permettra de stocker de l'eau par débordement et de réduire ainsi les vitesses d'écoulement. La combinaison de ces deux paramètres permettra de réduire voire supprimer le risque de débordement en rive gauche des Petites Ussets. Ils permettront également les travaux de reméandrage du lit du ruisseau, et la création de lits enboîtés.

L'effet sur la biodiversité sera favorable car les travaux ont pour but de supprimer un seuil infranchissable.

L'ER16 permet la maîtrise foncière par la commune d'un tènement bâti au cœur du chef-lieu pour réalisation des objectifs de mixité sociale.

Les modifications de règlement concernent les modalités d'urbanisation : modalité de calcul de la règle de recul, permettre la mitoyenneté en zone 1AUX, préciser les modalités de calcul de la règle de hauteur...sans effet sur les milieux naturels.

6.3. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

Les évolutions envisagées dans le cadre de la modification n°3 n'affectent aucune zone humide directement ou indirectement.

L'ER17 permettra les travaux de restauration écologique des Petites Ussets ; les incidences seront donc positives.

Les ER pour liaisons douces et l'ER16 sont hors périmètre de zone humide.

6.4 La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

La modification n°3 n'ouvre pas à l'urbanisation de nouvelles zones ; les besoins en eau des zones sont donc inchangés. Les ER créés pour liaisons douces sont sans effet sur les besoins en eau potable, dans le sens où aucune nouvelle construction n'est envisagée.

Les évolutions d'OAP modifient les conditions de desserte pour l'OAP 9 et abaissent la densité pour l'OAP 2. Les besoins en eau restent donc stables par rapport au PLU opposable.

Les évolutions de règlement ne changent pas les possibilités de construire. Il n'y a donc pas de besoins nouveaux.

6.5 La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

La modification n°3 est sans effet sur la gestion des eaux pluviales. Toutes les prescriptions relatives aux eaux pluviales sont disposées dans les annexes sanitaires du PLU.

6.6 La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

La modification n°3 est sans effet sur l'assainissement dans la mesure où il n'y a pas de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation. Les règles relatives à l'assainissement ne sont pas modifiées.

6.7 La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

Les suppressions d'ER et d'OAP sont sans effet nouveau puisque les travaux et les constructions, le cas échéant, sont d'ores et déjà réalisés.

Les modifications d'OAP ajustent des détails d'aménagement et de conditions d'urbanisation ; il n'y a aucune modification des prescriptions paysagères.

Les modifications de règlement affectent le paysage à la marge. En zone 1AUX : suppression de la teinte des clôtures, suppression de l'indication de matériaux interdits, suppression des prescriptions sur les portails. La modification n°3

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	La Balme de Sillingy	le,	15/12/2023
Nom	MUGNIER	Prénom	Séverine
Qualité	Maire		
Signature			
			

allège donc les prescriptions relatives à l'aspect des constructions et des abords. Toutefois la zone 1AUX sera urbanisée dans le cadre d'un permis d'aménager ou d'un permis de construire groupé, porté par la CCFU. Il y a donc la mise en place d'un projet paysager à l'échelle de la zone.

La modification n°3 a donc des effets limités sur le paysage.

La modification n°3 ne modifie aucune règle ni aucun repérage patrimonial ; elle est sans effet sur le patrimoine bâti.

6.8 La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

Aucun site Basol ou Basias n'est concerné par la modification n°3 du PLU. La procédure n'affecte également aucune ICPE du territoire.

L'urbanisation de la zone 1AUX permettra la réalisation d'une nouvelle déchetterie, équipement indispensable pour la communauté de communes. En effet, à ce jour, les habitants de l'intercommunalité utilisent la déchetterie d'Epagny, gérée par le Grand Annecy, en attendant que la CCFU possède son propre équipement.

La modification n°3 n'est pas de nature à augmenter les volumes de déchets.

6.9 La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

L'ER17 permet l'aménagement des abords des Petits Usses et en particulier la restauration écologique du cours d'eau. Les travaux devraient permettre de créer un champ d'expansion des crues du côté de la zone 2AUX. Les effets seront donc positifs.

Les autres points de la modification n°3 sont sans effet sur les risques et les nuisances.

6.10 La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

La procédure ne change pas le parti d'aménagement du PLU.

La modification n°3 peut avoir une incidence positive par les emplacements réservés pour aménagement de liaisons douces (ER18 à 22) qui permettront de faciliter les déplacements en mode actif sur le territoire.

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Janvier 2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

TABLEAU DES SURFACES DE ZONES

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1		MODIFICATION N°3	
UA	17,21	UA	18,46
UAa	8,08	UAa	8,08
UB	8,88	UB	10,85
UBa	5,78	UBa	5,78
UC	117,77	UC	120,99
UEa	6,29	UEa	6,29
UEb	10,52	UEb	10,52
UEs	0,68	UEs	0,68
UF	0,43	UF	0,43
UT	13,21	UT	13,21
UX	23,79	UX	24,55
Sous total U	212,64	Sous total U	219,84
1AUX	3,28	1AUX	2,87
1AUa	1,25	1AUa	0
1AUb	3,35	1AUb	1,39
1AUc	3,42	1AUc	2,29
1AUd	2,43	1AUd	0
2AUX	2,48	2AUX	2,48
2AUXd	3,19	2AUXd	3,19
2AUa	6,87	2AUa	6,87
2AUb	3,3	2AUb	3,3
2AUc	0,98	2AUc	0,98
2AUxa	2,48	2AUxa	2,48
Sous total AU	33,03	Sous total AU	25,85
A	74,03	A	74,03
Aa	49,44	Aa	49,44
Aaef	157,71	Aaef	157,71
Aef	237,97	Aef	237,97
Ah	6,38	Ah	6,38
Ai	50,33	Ai	50,33
Aief	38,96	Aief	38,96
As	0,4	As	0,4
Ax	2,01	Ax	2,01
Azh	5,36	Azh	5,36
Sous total A	622,59	Sous total A	622,59
N	747,57	N	747,57
Nf	1,48	Nf	1,48
Nh	4,24	Nh	4,24
Nrzh	1,12	Nrzh	1,12
Ns	0,57	Ns	0,57
Nt	13,89	Nt	13,89
Nzh	6,93	Nzh	6,93
Sous total N	775,8	Sous total N	775,8
TOTAL	1644,06	TOTAL	1644,08